RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 02791
Numéro SIREN : 432 949 709
Nom ou dénomination : EOCENE

Ce dépôt a été enregistré le 11/02/2019 sous le numéro de dépôt 16354

1902468504

| | |
|---|---|
| DATE DEPOT : | 2019-02-11 |
| NUMERO DE DEPOT : | 2019R016354 |
| N° GESTION : | 2014B02791 |
| N° SIREN : | 432949709 |
| DENOMINATION : | EOCENE |
| ADRESSE : | 38 rue Poliveau 75005 Paris |
| DATE D'ACTE : | 2018/10/12 |
| TYPE D'ACTE : | TRAITE |
| NATURE D'ACTE : | |

# FUSION-ABSORPTION

# DE LA SOCIÉTÉ CAPITAL PERFORMANCE

# PAR LA SOCIÉTÉ EOCENE

# Table des matières


CHAPITRE I : EXPOSÉ ..... 3
I - Caractéristiques des sociétés ..... 3
II - Motifs et buts de la fusion ..... 4
III - Comptes servant de base à la fusion ..... 4
IV - Méthodes d'évaluation ..... 5
V - Date d'effet de la fusion ..... 5
CHAPITRE II : Apport-fusion ..... 5
I - Dispositions préalables ..... 5
II - Apport de la société CAPITAL PERFORMANCE ..... 6
III - Rémunération de l'apport-fusion ..... 7
IV - Propriété et jouissance ..... 7
CHAPITRE III : Charges et conditions ..... 8
I - Enoncé des charges et conditions ..... 8
II - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes : ..... 9
III - Pour ces apports, la société CAPITAL PERFORMANCE prend les engagements ci-après : ... 10
CHAPITRE IV : Date de réalisation de la fusion - Conditions suspensives ..... 10
CHAPITRE V : Déclarations générales ..... 11
1) Déclarations générales de la Société CAPITAL PERFORMANCE ..... 11
2) Déclarations générales de la Société EOCENE ..... 12
CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales ..... 12
1 -Dispositions générales ..... 12
2 -Droits d'enregistrement ..... 12
3 -Impôt sur les sociétés ..... 13
4 - Taxe sur la valeur ajoutée ..... 14
5 -Autres taxes ..... 15
CHAPITRE VII : Dispositions diverses ..... 15
I - Formalités ..... 15
II - Désistement ..... 15
III - Remise de titres ..... 16
IV - Frais ..... 16
V - Election de domicile ..... 16
VI - Pouvoirs ..... 16
VII - Affirmation de sincérité ..... 16
VIII - Droit applicable - Règlement des litiges ..... 16
IX - Annexes ..... 17

# TRAITÉ DE FUSION

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

- La société **EOCENE**,
  Société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros
  Dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT – 75005 PARIS
  Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 432 949 709

  Représentée par Monsieur Hugues LEPOUTERE, agissant en qualité de Gérant dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés en date du 10 octobre 2018,

  Ci-après dénommée "la société absorbante",
  **D'UNE PART,**

**ET:**

- La société **CAPITAL PERFORMANCE**,
  Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 000 euros,
  dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS,
  immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS PARIS 820 159 580

  représentée par Monsieur Hugues LEPOUTERE, agissant en qualité de Président dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Président en date du 10 octobre 2018, ainsi qu'il résulte de la décision ci-annexée ;

  Ci-après dénommée "la société absorbée",
  **D'AUTRE PART,**

**PREALABLEMENT A LA CONVENTION DE FUSION FAISANT L'OBJET DU PRESENT ACTE, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

## CHAPITRE I : EXPOSÉ

### I - Caractéristiques des sociétés

1/ La société **EOCENE** est une Société à responsabilité limitée dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :

- Conseils, formation et assistance aux entreprises et conseils, informatique, réalisation de logiciels à façon

La durée de la Société est de 99 ans et ce, jusqu'au 29 septembre 2099.

Le capital social de la société **EOCENE** s'élève actuellement à 7 650 euros. Il est réparti en 500 parts de 15,30 euros de nominal chacune, intégralement libérées.

La société **EOCENE** n'a pas émis de parts bénéficiaires ou privilégiées.

2/ La société **CAPITAL PERFORMANCE** est une Société par actions simplifiée unipersonnelle dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :

- Concevoir, développer et commercialiser des solutions ou des logiciels informatiques pour son propre compte ou le compte d'autrui ; concevoir, réaliser et dispenses des actions et dispositifs de formation professionnelle ; concevoir et assurer du conseil pour la gestion et les affaires.

La durée de la Société est de 99 ans et ce, à compter du 12 mai 2016.

Le capital social de la société **CAPITAL PERFORMANCE** s'élève actuellement à 10 000 euros. Il est réparti en 1000 actions de 10 euros de nominal chacune, intégralement libérées.

3/ La société **EOCENE** détient 1 000 actions de la société **CAPITAL PERFORMANCE**, soit la totalité des actions composant le capital de la société **CAPITAL PERFORMANCE**.

4/ Monsieur Hugues LEPOUTERE, gérant de la société **EOCENE** est également Président de la société **CAPITAL PERFORMANCE**.

## II - Motifs et buts de la fusion

La fusion par absorption de la société **CAPITAL PERFORMANCE** par la société **EOCENE** s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe dont ces deux sociétés font partie et ayant la société **EOCENE** comme société mère.

Elle devrait à la fois réduire le coût de la gestion de ces sociétés et permettre une utilisation plus rationnelle des immobilisations.

## III - Comptes servant de base à la fusion

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2017, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées, et régulièrement approuvés.

Les derniers comptes annuels des sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE** étant clos depuis plus de six mois, les sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE** ont établi chacune, conformément aux dispositions de l'article R. 236-3 du Code de commerce, un état comptable intermédiaire au 31 août 2018, soit à une date antérieure de moins de trois mois à celle du projet de traité de fusion, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

Les bilans, comptes de résultats et annexes, arrêtés au 31 décembre 2017 des Sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE** figurent en annexe de la présente convention.

### IV - Méthodes d'évaluation

Il est indiqué que, conformément aux dispositions des articles 710 et suivants du Plan comptable général issus du règlement ANC 2014-03 homologué par arrêté du 8 septembre 2014, et s'agissant d'une opération de restructuration interne impliquant des sociétés sous contrôle commun, il est retenu comme valeur d'apport des éléments d'actif et de passif transmis par la société absorbée, leur valeur nette comptable au 31 décembre 2017.

### V - Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la présente fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un effet rétroactif au **1er janvier 2018**, date qui n'est pas antérieure à la clôture du dernier exercice clos de la société **CAPITAL PERFORMANCE**. Cette rétroactivité n'a d'effet qu'entre les sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE**.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la société absorbée à compter du **1er janvier 2018** et jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société **EOCENE** qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

**CECI EXPOSÉ, LES PARTIES ONT ÉTABLI DE LA MANIÈRE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION**

## CHAPITRE II : Apport-fusion

### I - Dispositions préalables

La société **CAPITAL PERFORMANCE** apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société **EOCENE**, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la date de réalisation de la présente fusion.

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la société **CAPITAL PERFORMANCE** devant être dévolu à la société **EOCENE** dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération.

## II - Apport de la société CAPITAL PERFORMANCE

A) Actif apporté

1. Eléments incorporels
   . Immobilisations incorporelles .....38 400 euros

2. Eléments corporels
   . Terrains ..... 0 euro
   . Constructions ..... 0 euro
   . Matériels, machines et installations techniques ..... 0 euro
   . Autres immobilisations corporelles .....26 014 euros
   . Avances et acomptes .....47 997 euros

   L'ensemble des éléments corporels étant évalué à .....74 011 euros

3. Immobilisations financières ..... 0 euro

4. Clients et comptes rattachés .....126 000 euros

5. Valeurs réalisées et disponibles
   . Créances et disponibilités .....21 271 euros

6. Charges constatées d'avance.....786 euros

**Soit un montant de l'actif apporté de .....260 468 euros**

B) Passif pris en charge

1. Provisions pour risques et charges ..... 0 euro

2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit .....165 798 euros

3. Emprunts et dettes financières divers .....13 817 euros

4. Dettes fournisseurs .....72 753 euros

5. Dettes fiscales et sociales .....21 119 euros

6. Autres dettes .....42 530 euros

**Soit un montant de passif apporté de .....316 017 euros**

C) Actif net apporté

Les éléments d'actifs étant évalués au 31 décembre 2017 à **260 468 euros** et le passif pris en charge à la même date s'élevant à **316 017 euros**, l'actif net apporté par la société **CAPITAL PERFORMANCE** à la société **EOCENE** s'élève donc à

| | |
|---|---|
| Total de l'actif apporté ..... | 260 468 euros |
| Total du passif apporté ..... | 316 017 euros |
| Soit un ACTIF NET NEGATIF apporté de ..... | 55 549 euros |

Origine de propriété

Le fonds de commerce transmis dans le cadre de la présente fusion appartient à la société **CAPITAL PERFORMANCE** pour l'avoir créé et développé depuis sa constitution.

## III - Rémunération de l'apport-fusion

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net négatif apporté par la société **CAPITAL PERFORMANCE** à la société **EOCENE** s'élève donc à 55 449 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce, et dès lors que la société **EOCENE** détient à ce jour la totalité des actions représentant l'intégralité du capital de la société **CAPITAL PERFORMANCE** et qu'elle s'engage à les conserver jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il ne pourra pas être procédé à l'échange des actions de la société **CAPITAL PERFORMANCE** contre des parts de la société **EOCENE**.

L'apport-fusion ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles parts de la société **EOCENE** et ne donnera lieu à aucune augmentation de son capital ni à aucune détermination d'un rapport d'échange.

La différence entre le passif net transféré par la société **CAPITAL PERFORMANCE** qui est fixé à 55 549 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société détenues par la société **EOCENE**, telle qu'inscrite à l'actif du bilan de la société **EOCENE**, qui s'élève à 10 000 euros, représente **un mali de fusion d'un montant de 45 549 euros**.

## IV - Propriété et jouissance

La société **EOCENE** sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés, à titre de fusion, à compter du jour de la réalisation définitive de ladite fusion.

Le représentant de la société **CAPITAL PERFORMANCE** déclare qu'il continuera de gérer la Société selon les mêmes principes que précédemment, mais s'engage à demander l'accord préalable de la société **EOCENE** pour tout acte important susceptible d'affecter les biens et droits apportés.

La société **EOCENE** en aura jouissance rétroactivement à compter du 1er janvier 2018. Il est expressément stipulé que toutes les opérations effectuées par la société **CAPITAL PERFORMANCE** à compter du 1er janvier 2018 jusqu'à la date de réalisation seront considérées de plein droit comme l'ayant été par la société **EOCENE**, ladite société acceptant dès maintenant, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1er janvier 2018.

A cet égard, le représentant de la société **CAPITAL PERFORMANCE** déclare qu'il n'a été fait depuis le 1er janvier 2018 aucune opération autre que les opérations de gestion courante et qu'il s'engage à n'en faire aucune entre la date de la signature des présentes et celle de la réalisation définitive de la fusion.

Les sociétés reconnaissent que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal, dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

D'une manière générale, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

## CHAPITRE III : Charges et conditions

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

### I - Enoncé des charges et conditions

A/ La société **EOCENE** prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société **CAPITAL PERFORMANCE**, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société **CAPITAL PERFORMANCE** à la date du 31 décembre 2017, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société **EOCENE** prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au **31 décembre 2017**, mais qui ne se révèleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

**II - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :**

A/ La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La société **EOCENE** supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La société **EOCENE** exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société absorbée.

D/ Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E/ La société **EOCENE** sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge de tous contrats, traités, conventions, marchés de toute nature liant valablement la société absorbée à tout tiers pour l'exploitation de son activité ainsi que dans le bénéfice ou la charge de toutes autorisations administratives qui auraient été consenties à la société **CAPITAL PERFORMANCE**.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société **CAPITAL PERFORMANCE** s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F/ Conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de la fusion entre la société **CAPITAL PERFORMANCE** et ceux de ses salariés transférés à la société **EOCENE** par l'effet de la loi et dont la liste est en Annexe 3, se poursuivront avec la société **EOCENE** qui se substituera à la société **CAPITAL PERFORMANCE** du seul fait de la réalisation de la présente fusion.

La société **EOCENE** sera donc substituée à la société absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

**III - Pour ces apports, la société CAPITAL PERFORMANCE prend les engagements ci-après :**

A/ La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, avec les mêmes principes que par le passé, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société **CAPITAL PERFORMANCE** s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ Elle s'oblige à fournir à la société **EOCENE**, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra, notamment, à première réquisition de la société **EOCENE**, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, le représentant de la société **CAPITAL PERFORMANCE** sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires, et en justifiera à la société **EOCENE** dans les meilleurs délais avant la réalisation de la fusion.

D/ La société **CAPITAL PERFORMANCE** s'oblige à remettre et à livrer à la société **EOCENE** aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

## CHAPITRE IV : Date de réalisation de la fusion - Conditions suspensives

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y aura pas lieu à approbation de la fusion par les associés de **EOCENE**, ni par l'actionnaire unique de **CAPITAL PERFORMANCE**.

Toutefois, Monsieur Hugues LEPOUTERE déclare qu'il convoquera les associés de **EOCENE** aux fins de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société absorbante pour qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

La présente fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société **EOCENE** de la fusion par voie d'absorption de la **CAPITAL PERFORMANCE**.

Si la fusion est approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société absorbante, la réalisation de cette condition suspensive sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

L'opération de fusion objet des présentes sera effective et deviendra définitive à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société absorbante. La date à laquelle la fusion sera définitivement réalisée s'entend, dans les présentes, de la "date de réalisation".

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2018 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai d'un commun accord entre les parties, considérées comme caduques, sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité de quelque nature que ce soit et sans indemnité d'aucune part.

La société **CAPITAL PERFORMANCE** se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait et à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société **EOCENE** de la totalité de l'actif et du passif de la société **CAPITAL PERFORMANCE**.

## CHAPITRE V : Déclarations générales

### 1) Déclarations générales de la Société CAPITAL PERFORMANCE

Monsieur Hugues LEPOUTERE, ès-qualités, déclare :

- Que la société **CAPITAL PERFORMANCE** n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;

- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société **EOCENE** ont été régulièrement entreprises ;

- Qu'elle est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir créé.

- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la société absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;

- Qu'elle ne détient aucun immeuble ni droit immobilier ;

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;

- Que la société **CAPITAL PERFORMANCE** s'oblige à remettre et à livrer à la société **EOCENE**, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

### 2) Déclarations générales de la Société EOCENE

Monsieur Hugues LEPOUTERE, ès-qualités, déclare :

- Que la société **EOCENE** n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle a la capacité et a obtenu les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent traité de fusion ;

- Qu'elle a la capacité et remplit les conditions légales pour exercer l'ensemble des activités de la société absorbée.

## CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales

### 1 -Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### 2 -Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code général des impôts.

La formalité sera soumise au droit fixe prévu par la loi.

## 3 -Impôt sur les sociétés

Ainsi qu'il en est convenu ci-dessus, les parties ont décidé de conférer à la fusion un effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2018.

En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la société absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

Les sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE** sont deux personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés en France. Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

A ce titre, la société **EOCENE** s'engage expressément à respecter l'ensemble des engagements prévus à l'article 210 A du CGI, et notamment :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'opération de fusion, y compris les réserves réglementées figurant au bilan de cette société (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

- à se substituer à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (CGI, art. 210 A-3. b.) ;

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (CGI, art. 210 A-3. c.) ;

- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Cet engagement comprend l'obligation de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée (CGI, art. 210 A-3. d.) ;

- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ou, à défaut, à comprendre dans ses résultats de l'exercice de la fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (CGI, art. 210 A-3. e.) ;

- l'ensemble des apports étant transmis sur la base de leur valeur nette comptable, à reprendre à son bilan les écritures comptables de la société absorbée relatives aux éléments apportés (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société absorbée, conformément aux dispositions de l'instruction administrative du 30 décembre 2005 (BOI 4 1-1-05).

La société absorbante s'engage par ailleurs à respecter les engagements déclaratifs suivants, pour autant qu'ils trouvent à s'appliquer :

- joindre à sa déclaration annuelle de résultat au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée la fusion et, en tant que de besoin, des exercices suivants, un état de suivi des valeurs fiscales visé à l'article 54 septies du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'Annexe III du Code général des impôts ;

- tenir, le cas échéant, le registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables et dont l'imposition a été reportée, prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts.

La société absorbée établira dans un délai de quarante-cinq jours suivant la date de réalisation de la fusion, une déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 201 du Code général des impôts.

## 4 - Taxe sur la valeur ajoutée

Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Les sociétés **EOCENE** et **CAPITAL PERFORMANCE** déclareront le montant total hors taxe des actifs transmis sur la ligne "Autres opérations non-imposables" de la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée.

Conformément à l'article 257 bis précité, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la société absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du e du 1 de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 A du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la société absorbée si elle avait réalisé l'opération.

La société absorbante déclare qu'elle demandera le transfert du crédit de TVA déductible existant chez la société absorbée, en application de la documentation administrative 3 D-1411, \'a7 73.

La société **EOCENE** s'engage à adresser au Service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent traité de fusion, dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui sera transféré.

### 5 -Autres taxes

La société **EOCENE** sera subrogée dans les droits et obligations de la société **CAPITAL PERFORMANCE** au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

Participation des employeurs à la formation professionnelle continue et taxe d'apprentissage

La société absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la société absorbée, au titre du paiement de la taxe d'apprentissage et de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.

Contribution économique territoriale

En vertu du principe selon lequel la contribution économique territoriale est due pour l'année entière par le redevable qui exerce l'activité imposable au 1er janvier, la société absorbée demeurera redevable de la contribution économique territoriale pour l'année 2018.

Toutefois, la société absorbante s'engage à rembourser à la société absorbée le montant de la contribution économique territoriale 2018.

## CHAPITRE VII : Dispositions diverses

### I - Formalités

La société **EOCENE** remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

### II - Désistement

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

## III - Remise de titres

Il sera remis à la société **EOCENE** lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

## IV - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société **EOCENE**, ainsi que son représentant l'y oblige.

## V - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels que figurant en tête des présentes.

## VI - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

## VII - Affirmation de sincérité

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

## VIII - Droit applicable - Règlement des litiges

Le présent traité de fusion et les opérations qu'il décrit sont soumis au droit français.

Tout litige qui pourrait survenir entre les parties relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution, du traité de fusion sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de PARIS.

## IX - Annexes

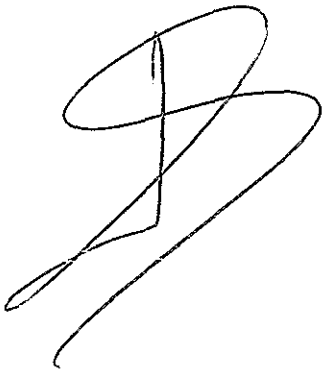
Les annexes font partie intégrante du traité de fusion :

- Copie du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société EOCENE en date du 10 octobre 2018,
- Copie du procès-verbal des décisions de l'associée unique de la Société CAPITAL PERFORMANCE en date du 10 octobre 2018,
- Bilan de la Société CAPITAL PERFORMANCE au 31 décembre 2017
- Bilan de la Société EOCENE au 31 décembre 2017
- Liste des salariés de la Société CAPITAL PERFORMANCE.

Fait à PARIS
Le 12 octobre 2018
En CINQ exemplaires

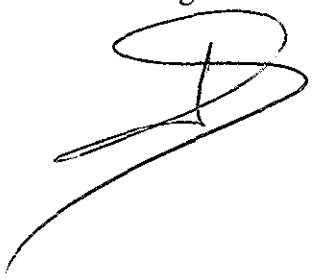
Pour la société

EOCENE
M. Hugues LEPOUTERE



Pour la société

CAPITAL PERFORMNANCE
M. Hugues LEPOUTERE



**ANNEXE 1**

Copie du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société EOCENE en date du 10 octobre 2018

**EOCENE**
**Société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros**
**Siège social : 18 rue Maître Albert 75005 PARIS**
**432 949 709 RCS PARIS**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 10 OCTOBRE 2018

*L'an deux mille dix-huit,*
*Le mercredi dix octobre,*
*A quinze heures,*

Les associés de la société EOCENE, société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros, divisé en 500 parts de 15,30 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, 18 rue Maître Albert 75005 PARIS, sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

Monsieur Hugues LEPOUTERE,
titulaire de .....250 parts sociales
en pleine propriété,

Monsieur Nathan LEPOUTERE,
titulaire de .....250 parts sociales
en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Hugues LEPOUTERE, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

- Examen et approbation d'un projet de fusion par absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE par notre Société,
- Délégation de pouvoirs au gérant à l'effet de négocier, conclure, signer et publier ce projet.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIERE RÉSOLUTION : EXAMEN ET APPROBATION D'UN PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION DE LA SOCIETE CAPITAL PERFORMANCE PAR NOTRE SOCIETE**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion, qui prévoit l'absorption par notre Société de la société CAPITAL PERFORMANCE, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 18 rue Maître Albert – 75005 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro PARIS 820 159 580, approuve ledit projet de traité de fusion dans toutes ses dispositions.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**DEUXIEME RÉSOLUTION : DELEGATION DE POUVOIRS AU GERANT A L'EFFET DE NEGOCIER, CONCLURE, SIGNER ET PUBLIER CE PROJET**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs à son gérant, à l'effet de signer le traité de fusion par absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE par la société EOCENE.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

*
**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

M. Hugues LEPOUTERE



M. Nathan LEPOUTERE



**ANNEXE 2**

Copie du procès-verbal des décisions de l'associée unique de la Société CAPITAL PERFORMANCE en date du 10 octobre 2018

**CAPITAL PERFORMANCE**
**Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros**
**Siège social : 18 rue Maître Albert – 75005 PARIS**
**RCS PARIS 820 159 580**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 10 OCTOBRE 2018

*L'an deux mil dix-huit,*
*Le mercredi dix octobre*
*A quatorze heures,*

Le soussigné Hugues LEPOUTERE, agissant en qualité de représentant légal de la société EOCENE, société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS PARIS 432 949 709,

Associée unique de la société CAPITAL PERFORMANCE,

A pris les décisions suivantes :

- Examen et approbation d'un projet de fusion par absorption de notre Société par la société EOCENE,
- Délégation de pouvoirs au gérant à l'effet de négocier, conclure, signer et publier ce projet.

Monsieur Hervé BERNARD, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent excusé.

## PREMIERE DÉCISION : EXAMEN ET APPROBATION D'UN PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION DE NOTRE SOCIETE PAR LA SOCIETE EOCENE

La société EOCENE, associée unique, approuve dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion, qui prévoit l'absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE par la société EOCENE.

L'associée unique donne pouvoir à la gérance, à l'effet de signer le projet de fusion de la Société avec la société EOCENE.

## DEUXIEME DÉCISION : DELEGATION DE POUVOIRS AU GERANT A L'EFFET DE NEGOCIER, CONCLURE, SIGNER ET PUBLIER CE PROJET

L'associée unique constate qu'en application de l'article L. 236-11 du Code de commerce, la Société se trouvera dissoute et liquidée du seul fait de la réalisation de la fusion ou, le cas

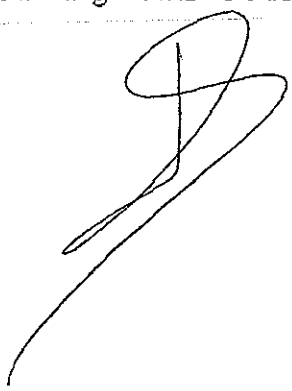
échéant, de l'approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société EOCENE.

L'associée unique confère tous pouvoirs à la gérance à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres relatives aux opérations de fusion et de dissolution de la Société.

*
**

De tout ce que dessus, l'associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Pour la Société EOCENE
M. Hugues LEPOUTERE



**ANNEXE 3**

Bilan de la Société CAPITAL PERFORMANCE
au 31 décembre 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

# ① BILAN — ACTIF

DGFiP N° 2050-SD 2018

Désignation de l'entreprise : CAPITAL PERFORMANCE — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * : 12

Adresse de l'entreprise : 18 rue Maître Albert 75005 PARIS — Durée de l'exercice précédent * :

Numéro SIRET * : 8 2 0 1 5 9 5 8 0 0 0 0 1 9 — Néant ☐ *

Exercice N clos le : 31/12/2017

| | | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Capital souscrit non appelé (I) | AA | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | | AC | |
| | Frais de développement * | CX | | CQ | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | 38 400 | AG | 38 400 |
| | Fonds commercial (1) | AH | | AI | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | | AO | |
| | Constructions | AP | | AQ | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | | AS | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | 33 285 | AU | 7 272 — 26 014 |
| | Immobilisations en cours | AV | | AW | |
| | Avances et acomptes | AX | 47 997 | AY | 47 997 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | |
| | Autres participations | CU | | CV | |
| | Créances rattachées à des participations | BB | | BC | |
| | Autres titres immobilisés | BD | | BE | |
| | Prêts | BF | | BG | |
| | Autres immobilisations financières * | BH | | BI | |
| | TOTAL (II) | BJ | 119 682 | BK | 7 272 — 112 411 |
| ACTIF CIRCULANT — STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | |
| | En cours de production de biens | BN | | BO | |
| | En cours de production de services | BP | | BQ | |
| | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | |
| | Marchandises | BT | | BU | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | | BW | |
| CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | 126 000 | BY | 126 000 |
| | Autres créances (3) | BZ | 21 271 | CA | 21 271 |
| | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | |
| DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....) | CD | | CE | |
| | Disponibilités | CF | | CG | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | 786 | CI | 786 |
| | TOTAL (III) | CJ | 148 057 | CK | 148 057 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | |
| | Écarts de conversion actif * (VI) | CN | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | 267 740 | LA | 7 272 — 260 468 |

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an : CR

Crédit-bail mobilier : | Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables janvier 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

② **BILAN — PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 2051-SD 2018

Désignation de l'entreprise : CAPITAL PERFORMANCE — Néant : ☐*

Exercice N

| | | | |
|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 10 000) | DA | 10 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ..... | DB | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK ) | DC | |
| | Réserve légale (3) | DD | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1 ) | DF | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ ) | DG | |
| | Report à nouveau | DH | |
| | **RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)** | DI | (65 548) |
| | Subventions d'investissement | DJ | |
| | Provisions réglementées * | DK | |
| | **TOTAL (I)** | DL | (55 548) |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | |
| | Avances conditionnées | DN | |
| | **TOTAL (II)** | DO | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | |
| | Provisions pour charges | DQ | |
| | **TOTAL (III)** | DR | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 165 798 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI ) | DV | 13 817 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 72 753 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 21 119 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | |
| | Autres dettes | EA | 42 530 |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | |
| | **TOTAL (IV)** | EC | 316 016 |
| | Ecarts de conversion passif * **(V)** | ED | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I à V)** | EE | 260 468 |

| RENVOIS | | | | |
|---|---|---|---|---|
| (1) | Écart de réévaluation incorporé au capital | | 1B | |
| (2) | Dont | Réserve spéciale de réévaluation (1959) | 1C | |
| | | Écart de réévaluation libre | 1D | |
| | | Réserve de réévaluation (1976) | 1E | |
| (3) | Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | | EF | |
| (4) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | | EG | 210 696 |
| (5) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | EH | 35 846 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

# ③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052-SD 2018

(articles obligatoire (article 53 A du Code general des impôts).

Désignation de l'entreprise : CAPITAL PERFORMANCE — Néant ☐ *

| | | | Exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | FA | | FB | | FC | | |
| | Production vendue : biens * | FD | | FE | | FF | | |
| | Production vendue : services * | FG | 105 000 | FH | | FI | 105 000 | |
| | **Chiffres d'affaires nets** * | FJ | 105 000 | FK | | FL | 105 000 | |
| | Production stockée * | | | | | FM | | |
| | Production immobilisée * | | | | | FN | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9) | | | | | FP | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | 33 | |
| | **Total des produits d'exploitation (2) (I)** | | | | | FR | 105 033 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | FS | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | FT | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | FU | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | FV | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | FW | 73 763 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés * | | | | | FX | 72 | |
| | Salaires et traitements * | | | | | FY | 5 690 | |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | 2 217 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : - dotations aux amortissements * | | | | | GA | 7 272 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : - dotations aux provisions | | | | | GB | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions * | | | | | GC | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | | |
| | Autres charges (12) | | | | | GE | 80 410 | |
| | **Total des charges d'exploitation (4) (II)** | | | | | GF | 169 425 | |
| **1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)** | | | | | | GG | (64 392) | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée * (III) | | | | | GH | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV) | | | | | GI | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | | |
| | Différences positives de change | | | | | GN | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | | |
| | **Total des produits financiers (V)** | | | | | GP | | |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations financières aux amortissements et provisions * | | | | | GQ | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | 1 156 | |
| | Différences négatives de change | | | | | GS | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | |
| | **Total des charges financières (VI)** | | | | | GU | 1 156 | |
| **2 - RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)** | | | | | | GV | (1 156) | |
| **3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)** | | | | | | GW | (65 548) | |

RENVOIS : voir tableau n° 2053 — Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

# ④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053-SD 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : CAPITAL PERFORMANCE — Néant ☐*

| | | | Exercice N |
|---|---|---|---|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 *bis*) | HE | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 *ter*) | HG | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | |
| **4 — RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII — VIII)** | | HI | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | |
| **TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)** | | HL | 105 033 |
| **TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)** | | HM | 170 581 |
| **5 — BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits — total des charges)** | | HN | (65 548) |
| RENVOIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | |
| | (2) Dont produits de locations immobilières | HY | |
| | (2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous) | 1G | |
| | (3) Dont — Crédit-bail mobilier * | HP | |
| | (3) Dont — Crédit-bail immobilier | HQ | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous) | 1H | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | 1J | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | 1K | |
| | (6*bis*) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 *bis* du C.G.I.) | HX | |
| | (6*ter*) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | RC | |
| | Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) | RD | |
| | (9) Dont transferts de charges | A1 | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | 80 408 |
| | (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 ; obligatoires A9 | | |

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire 2018

# ANNEXE

Période du 01/03/2016 au 31/12/2017 Aux comptes annuels présentée en Euros Edité le 10/10/2018

## PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 260 468,06 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -65 548,12 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 22 mois, recouvrant la période du 01/03/2016 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

# SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

## 1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le nouveau référencement au règlement 2016-07 de l'ANC du 4 novembre 2016 modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

### 1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

| Type | Durée |
|---|---|
| Brevets / Licences | *5 ans* |
| Agencements, aménagements, installations | *5 ans* |
| Matériel de bureau et informatique | *3 ans* |
| Mobilier | *de 5 à 10 ans* |

### 1.2 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, pour chacune d'elles.

## 2 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute des immob. au début d'exercice | Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice | Augmentations Acquisit°, créat° viremt pst à pst |
|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, recherche, développement | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | *38 400* |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | |
| Install. techniques, matériel, outillages industriels | | | |
| Autres install., agencements, aménagements | | | *2 618* |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | *30 667* |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | *47 997* |
| TOTAL | | | *81 282* |
| Participations évaluées par équivalence | | | |
| Autres participations | | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | |
| TOTAL | | | |
| TOTAL GENERAL | | | *119 682* |

| | Diminutions Par virement de pst à pst | Diminutions Par cession ou mise HS | Valeur brute des immob. à fin d'exercice | Réév. légale Val origine à fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, recherche, développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | *38 400* | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | | |
| Install. techniques, matériel, outillages industriels | | | | |
| Autres install., agencements, aménagements | | | *2 618* | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | *30 667* | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | *47 997* | |
| TOTAL | | | *81 282* | |
| Participations évaluées par équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | *119 682* | |

## 3 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

| | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Début exercice | Dotations exercice | Elem. sortis reprises | Fin exercice |
| Frais d'établissement, recherche | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | | |
| Install. techniques, matériel et outill. industriels | | | | |
| Installations, agencements divers | | 329 | | 329 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 6 942 | | 6 942 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL | | 7 272 | | 7 272 |
| TOTAL GENERAL | | 7 272 | | 7 272 |

| | Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice | | | Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Linéaire | Dégressif | Exceptionnel | Dotations | Reprises |
| Frais d'établissement, recherche | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | |
| Install. gales,agencements,constructions | | | | | |
| Install. tech., matériel, outill. industriels | | | | | |
| Installations, agencements divers | 329 | | | | |
| Matériel de transport | | | | | |
| Mat. de bureau, informatique, mobilier | 6 942 | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | |
| TOTAL | 7 272 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 7 272 | | | | |

| Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices | Montant net début | Augmentation | Dotations aux aux amort. | Montant net à la fin |
|---|---|---|---|---|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement obligations | | | | |

## 4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | Un an au plus | Plus d'un an |
|---|---|---|---|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | *126 000* | *126 000* | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale, autres organismes sociaux | | | |
| Etat et autres collectivités publiques: | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | | | |
| - T.V.A. | *21 224* | *21 224* | |
| - Autres impôts, taxes, versements et assimilés | | | |
| - Divers | | | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | *47* | *47* | |
| Charges constatées d'avance | *786* | *786* | |
| TOTAL GENERAL | *148 057* | *148 057* | |
| Montant des prêts accordés dans l'exercice | | | |
| Remboursements des prêts dans l'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A un an au plus | Plus 1 an 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des org. de crédits: | | | | |
| - à un an maximum | *35 846* | *35 846* | | |
| - plus d'un an | *129 952* | *24 632* | *96 845* | *8 475* |
| Emprunts et dettes financières | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | *72 753* | *72 753* | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| Etat et autres collectivités publiques: | | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | | | | |
| - T.V.A. | *21 041* | *21 041* | | |
| - Obligations cautionnées | | | | |
| - Autres impôts et taxes | *78* | *78* | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | *13 817* | *13 817* | | |
| Autres dettes | *42 530* | *42 530* | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | *316 016* | *210 696* | *96 845* | *8 475* |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | *130 119* | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | *166* | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès associés | *13 817* | | | |

## 5 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

### 5.1 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

| Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | *66 040* |
| Dettes fiscales et sociales | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| TOTAL | *66 040* |

### 5.2 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| | Charges | Produits |
|---|---|---|
| Charges / Produits d'exploitation | *786* | |
| Charges / Produits financiers | | |
| Charges / Produits exceptionnels | | |
| TOTAL | *786* | |

Commentaires:

### 5.3 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|---|---|
| Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice | | |
| Actions /parts soc. émises pendant l'exercice | *1 000* | *10,00* |
| Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice | | |
| Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice | *1 000* | *10,00* |

Commentaires:

## ANNEXE 4

Bilan de la Société EOCENE au 31 décembre 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

# ① BILAN — ACTIF

DGFiP N° 2050-SD 2018

Désignation de l'entreprise : EOCENE SARL — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise 18 RUE MAITRE ALBERT 75005 PARIS — Durée de l'exercice précédent * 12

Numéro SIRET * 43294970900039 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2017

| | | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Capital souscrit non appelé (I) | AA | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | | AC | |
| | Frais de développement * | CX | 132 115 | CQ | 132 115 |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | | AG | |
| | Fonds commercial (1) | AH | | AI | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | | AO | |
| | Constructions | AP | | AQ | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | | AS | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | 870 | AU | 870 |
| | Immobilisations en cours | AV | | AW | |
| | Avances et acomptes | AX | | AY | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | |
| | Autres participations | CU | 5 800 | CV | 5 800 |
| | Créances rattachées à des participations | BB | | BC | |
| | Autres titres immobilisés | BD | | BE | |
| | Prêts | BF | | BG | |
| | Autres immobilisations financières * | BH | 274 | BI | 274 |
| | TOTAL (II) | BJ | 139 059 | BK | 870 138 189 |
| ACTIF CIRCULANT — STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | |
| | En cours de production de biens | BN | | BO | |
| | En cours de production de services | BP | | BQ | |
| | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | |
| | Marchandises | BT | | BU | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | | BW | |
| ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | 40 600 | BY | 40 600 |
| | Autres créances (3) | BZ | 55 592 | CA | 55 592 |
| | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | |
| ACTIF CIRCULANT — DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....) | CD | | CE | |
| | Disponibilités | CF | 55 | CG | 55 |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | 389 | CI | 389 |
| | TOTAL (III) | CJ | 96 636 | CK | 96 636 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | |
| | Écarts de conversion actif * (VI) | CN | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | 235 695 | 1A 870 | 234 825 |

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété : Immobilisations | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables janvier 2018 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

② **BILAN — PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 2051-SD 2018

Désignation de l'entreprise : EOCENE SARL — Néant ☐ *

Exercice N

| | | | |
|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 7 650) | DA | 7 650 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ..... | DB | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK ) | DC | |
| | Réserve légale (3) | DD | 765 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1 ) | DF | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ ) | DG | 4 780 |
| | Report à nouveau | DH | 31 747 |
| | **RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)** | DI | 4 135 |
| | Subventions d'investissement | DJ | |
| | Provisions réglementées * | DK | |
| | **TOTAL (I)** | DL | 49 077 |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | |
| | Avances conditionnées | DN | |
| | **TOTAL (II)** | DO | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | |
| | Provisions pour charges | DQ | |
| | **TOTAL (III)** | DR | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 15 781 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI ) | DV | 6 390 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 138 660 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 24 918 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | |
| | Autres dettes | EA | |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | |
| | **TOTAL (IV)** | EC | 185 748 |
| | Ecarts de conversion passif * **(V)** | ED | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I à V)** | EE | 234 825 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| (1) | Ecart de réévaluation incorporé au capital | 1B | |
| (2) | Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959) | 1C | |
| | Dont — Ecart de réévaluation libre | 1D | |
| | Dont — Réserve de réévaluation (1976) | 1E | |
| (3) | Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | |
| (4) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 185 748 |
| (5) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 15 781 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

# ③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052-SD 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : EOCENE SARL — Néant ☐

| | | | Exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | | FA | | FB | | FC | |
| | Production vendue | biens * | FD | | FE | | FF | |
| | | services * | FG | 30 850 | FH | | FI | 30 850 |
| | **Chiffres d'affaires nets** * | | FJ | 30 850 | FK | | FL | 30 850 |
| | Production stockée * | | | | | | FM | (6 000) |
| | Production immobilisée * | | | | | | FN | 27 115 |
| | Subventions d'exploitation | | | | | | FO | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9) | | | | | | FP | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | | FQ | 36 417 |
| | **Total des produits d'exploitation** (2) (I) | | | | | | FR | 88 382 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | | FS | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | | FT | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | | FU | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | | FV | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | | FW | 30 801 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés * | | | | | | FX | 10 625 |
| | Salaires et traitements * | | | | | | FY | 27 279 |
| | Charges sociales (10) | | | | | | FZ | 9 490 |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations | - dotations aux amortissements * | | | | | GA | |
| | | - dotations aux provisions | | | | | GB | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions * | | | | | | GC | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | GD | |
| | Autres charges (12) | | | | | | GE | 4 747 |
| | **Total des charges d'exploitation** (4) (II) | | | | | | GF | 82 942 |
| **1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)** | | | | | | | GG | 5 440 |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée * | (III) | | | | | GH | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré * | (IV) | | | | | GI | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | | GJ | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | | GK | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | | GL | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | GM | |
| | Différences positives de change | | | | | | GN | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GO | |
| | **Total des produits financiers (V)** | | | | | | GP | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions * | | | | | | GQ | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | | GR | 605 |
| | Différences négatives de change | | | | | | GS | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GT | |
| | **Total des charges financières (VI)** | | | | | | GU | 605 |
| **2 - RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)** | | | | | | | GV | (605) |
| **3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)** | | | | | | | GW | 4 835 |

(RENVOIS : voir tableau n° 2053 — Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.)

# ④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053-SD 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise EOCENE SARL — Néant ☐ *

| | | | Exercice N |
|---|---|---|---|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | |
| | **Total des produits exceptionnels** (7) (VII) | HD | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 *bis*) | HE | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 *ter*) | HG | |
| | **Total des charges exceptionnelles** (7) (VIII) | HH | |
| **4 — RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII — VIII)** | | HI | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | 700 |
| **TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)** | | HL | 88 382 |
| **TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)** | | HM | 84 247 |
| **5 — BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits — total des charges)** | | HN | 4 135 |
| RENVOIS (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | |
| (2) Dont | produits de locations immobilières | HY | |
| | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous) | 1G | |
| (3) Dont | — Crédit-bail mobilier * | HP | |
| | — Crédit-bail immobilier | HQ | |
| (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci- dessous) | 1H | |
| (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | 1J | |
| (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | 1K | |
| (6*bis*) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 *bis* du C.G.I.) | HX | |
| (6*ter*) | Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | RC | |
| | Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) | RD | |
| (9) | Dont transferts de charges | A1 | |
| (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | 30 000 |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | 27 |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 | obligatoires A9 | |

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables Janvier 2018 : Etat préparatoire.

## PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 234 825,06 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 4 135,02 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

# SOMMAIRE



REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social

## 1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

### 1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

| Type | Durée |
|---|---|
| Matériel de formation | *3 ans* |
| Mobilier | *5 ans* |

### 1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### 1.3 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 1.4 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intérimaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

L' impact de la prise en compte du CICE sur les états financiers s'élève à 171 Euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts de reconstitution de leur fonds de roulement.

## 2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le nouveau référencement au règlement 2016-07 de l'ANC du 4 novembre 2016 modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

## 3 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute des immob. au début d'exercice | Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice | Augmentations Acquisit°, créat° viremt pst à pst |
|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, recherche, développement | | | *132 115* |
| Autres immobilisations incorporelles | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | |
| Install. techniques, matériel, outillages industriels | | | |
| Autres install., agencements, aménagements | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | *870* | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| TOTAL | *870* | | |
| Participations évaluées par équivalence | | | |
| Autres participations | | | *5 800* |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | *274* | | |
| TOTAL | *274* | | *5 800* |
| TOTAL GENERAL | *1 144* | | *137 915* |

| | Diminutions Par virement de pst à pst | Diminutions Par cession ou mise HS | Valeur brute des immob. à fin d'exercice | Réév. légale Val origine à fin d'exercice |
|---|---|---|---|---|
| Frais d'établissement, recherche, développement | | | *132 115* | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | | |
| Install. techniques, matériel, outillages industriels | | | | |
| Autres install., agencements, aménagements | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | *870* | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL | | | *870* | |
| Participations évaluées par équivalence | | | | |
| Autres participations | | | *5 800* | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | *274* | |
| TOTAL | | | *6 074* | |
| TOTAL GENERAL | | | *139 059* | |

## 4 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

| | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Début exercice | Dotations exercice | Elem. sortis reprises | Fin exercice |
| Frais d'établissement, recherche | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Install. générales, agencements, constructions | | | | |
| Install. techniques, matériel et outill. industriels | | | | |
| Installations, agencements divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | *870* | | | *870* |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL | *870* | | | *870* |
| TOTAL GENERAL | *870* | | | *870* |

| | Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice | | | Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Linéaire | Dégressif | Exceptionnel | Dotations | Reprises |
| Frais d'établissement, recherche | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | |
| Install. gales,agencements,constructions | | | | | |
| Install. tech., matériel, outill. industriels | | | | | |
| Installations, agencements divers | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | |
| Mat. de bureau, informatique, mobilier | | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | |
| TOTAL | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | |

| Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices | Montant net début | Augmentation | Dotations aux aux amort. | Montant net à la fin |
|---|---|---|---|---|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement obligations | | | | |

## 5 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | Un an au plus | Plus d'un an |
|---|---|---|---|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | *274* | | *274* |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | *40 600* | *40 600* | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale, autres organismes sociaux | | | |
| Etat et autres collectivités publiques: | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | | | |
| - T.V.A. | *13 092* | *13 092* | |
| - Autres impôts, taxes, versements et assimilés | | | |
| - Divers | | | |
| Groupe et associés | *42 500* | *42 500* | |
| Débiteurs divers | | | |
| Charges constatées d'avance | *389* | *389* | |
| TOTAL GENERAL | *96 855* | *96 581* | *274* |
| Montant des prêts accordés dans l'exercice | | | |
| Remboursements des prêts dans l'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A un an au plus | Plus 1 an 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des org. de crédits: | | | | |
| - à un an maximum | *15 781* | *15 781* | | |
| - plus d'un an | | | | |
| Emprunts et dettes financières | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | *138 660* | *138 660* | | |
| Personnel et comptes rattachés | *245* | *245* | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | *5 046* | *5 046* | | |
| Etat et autres collectivités publiques: | | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | *3 334* | *3 334* | | |
| - T.V.A. | *16 000* | *16 000* | | |
| - Obligations cautionnées | | | | |
| - Autres impôts et taxes | *293* | *293* | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | *6 390* | *6 390* | | |
| Autres dettes | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | *185 748* | *185 748* | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès associés | *6 390* | | | |

## 6 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

### 6.1 - PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

| Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|---|---|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | |
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| CREANCES | |
| Créances clients et comptes rattachés | *36 000* |
| Autres créances | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | |
| DISPONIBILITES | |
| TOTAL | *36 000* |

### 6.2 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

| Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant TTC |
|---|---|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | *3 480* |
| Dettes fiscales et sociales | *353* |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| TOTAL | *3 833* |

### 6.3 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| | Charges | Produits |
|---|---|---|
| Charges / Produits d'exploitation | *389* | |
| Charges / Produits financiers | | |
| Charges / Produits exceptionnels | | |
| TOTAL | *389* | |

Commentaires:

### 6.4 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|---|---|
| Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice | *500* | *15,30* |
| Actions /parts soc. émises pendant l'exercice | | |
| Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice | | |
| Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice | *500* | *15,30* |

Commentaires:

## ANNEXE 5

Liste des salariés de la Société CAPITAL PERFORMANCE

NEANT

1902468503

| | |
|---|---|
| DATE DEPOT : | 2019-02-11 |
| NUMERO DE DEPOT : | 2019R016354 |
| N° GESTION : | 2014B02791 |
| N° SIREN : | 432949709 |
| DENOMINATION : | EOCENE |
| ADRESSE : | 38 rue Poliveau 75005 Paris |
| DATE D'ACTE : | 2018/12/10 |
| TYPE D'ACTE : | DECLARATION DE CONFORMITE (ART.374 L24/07/1966) |
| NATURE D'ACTE : | |

# DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

Monsieur Hugues LEPOUTERE agissant en qualité de Gérant de la société EOCENE, société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros, dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS PARIS 432 949709,
dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 10 décembre 2018,

Fait les déclarations prévues par les articles L. 236-6 et R. 236-4 du Code de commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du commerce et des sociétés, déposée au Greffe du Tribunal de commerce de PARIS, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

## EXPOSÉ

1 -L'associé unique de la société CAPITAL PERFORMANCE, selon décision en date du 10 octobre 2018, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés EOCENE et CAPITAL PERFORMANCE, et donné à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Les associés de la société EOCENE ont arrêté le 10 octobre 2018 le projet de traité de fusion des sociétés EOCENE et CAPITAL PERFORMANCE, et donné à son Gérant les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le projet de traité de fusion, signé par le Gérant de la société EOCENE et le Président de la société CAPITAL PERFORMANCE, suivant acte sous signature privée en date du 12 octobre 2018, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société CAPITAL PERFORMANCE, devant être transmis à la société EOCENE.

La société EOCENE ayant détenu en permanence la totalité du capital social de la société CAPITAL PERFORMANCE dans les conditions prévues par l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y avait lieu ni à approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétés CAPITAL PERFORMANCE et EOCENE, ni à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L. 236-9, et à l'article L. 236-10 dudit code.

Toutefois, les associés de la société EOCENE se sont prononcés, sur proposition de la Gérance, sur l'approbation de la fusion, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 236-11 du Code de commerce.

2 -L'avis du projet de fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au Bodacc en date du 21 octobre 2018 pour la société CAPITAL PERFORMANCE.

L'avis du projet de fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au Bodacc en date du 21 octobre 2018 pour la société EOCENE.

Aucune opposition émanant des créanciers sociaux n'a été formée dans le délai de trente jours prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.

3 -L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société EOCENE, absorbante, réunie le 10 décembre 2018, a :

- approuvé le projet de fusion,
- constaté la réalisation définitive de la fusion, ainsi que la dissolution de la société CAPITAL PERFORMANCE.
- décidé de modifier l'article 6 des statuts relatif aux apports.
- décidé de transférer le siège social et de modifier l'article 5 des statuts.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après :

## DÉCLARATION

Le soussigné, ès-qualités, déclare sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi que les opérations de fusion relatées ci-dessus, ainsi que les modifications corrélatives des statuts ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

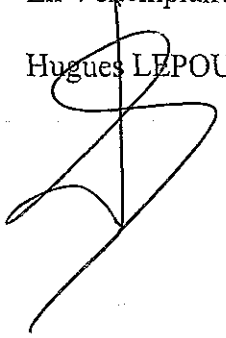
Seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de PARIS, avec un exemplaire de la présente déclaration :

- un exemplaire du traité de fusion et de ses annexes,
- un exemplaire du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société EOCENE du 10 décembre 2018,
- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société EOCENE.

La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés de la société EOCENE et à la radiation de la société CAPITAL PERFORMANCE du Registre du commerce et des sociétés.

Fait à PARIS
Le 10 décembre 2018
En 4 exemplaires

Hugues LEPOUTERE



1902468502

| | |
|---|---|
| DATE DEPOT : | 2019-02-11 |
| NUMERO DE DEPOT : | 2019R016354 |
| N° GESTION : | 2014B02791 |
| N° SIREN : | 432949709 |
| DENOMINATION : | EOCENE |
| ADRESSE : | 38 rue Poliveau 75005 Paris |
| DATE D'ACTE : | 2018/12/10 |
| TYPE D'ACTE : | LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS |
| NATURE D'ACTE : | |

**LISTE DES SIÈGES SOCIAUX ANTÉRIEURS DE LA SOCIÉTÉ**
**(article R. 123-110 du Code de commerce)**

Le soussigné

Monsieur Hugues LEPOUTERE,
demeurant 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS,

Agissant en qualité de gérant de la société EOCENE, société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 432 949 709 RCS PARIS,

Déclare et atteste que les sièges sociaux antérieurs de la société EOCENE ainsi que les greffes où sont classés les actes constitutifs et modificatifs antérieurs au transfert du siège sont les suivants :

| DATE | ADRESSE | GREFFE COMPETENT |
|---|---|---|
| De la constitution jusqu'au 2 janvier 2017 | 2 bis rue de Sévigné<br>59100 ROUBAIX | LILLE METROPOLE |
| Du 2 janvier 2014 jusqu'au 1er juillet 2014 | 53 rue de Tolbiac<br>75013 PARIS | PARIS |
| Du 1er juillet 2014 jusqu'au 10 décembre 2018 | 18 rue Maître ALBERT<br>75005 PARIS | PARIS |
| A compter du 10 décembre 2018 | 38 rue POLIVEAU<br>75005 PARIS | PARIS |

Dernier transfert du siège en date du 10 décembre 2018.

Fait en deux exemplaires

A PARIS
Le 10 décembre 2018

Hugues LEPOUTERE
Gérant

1902468501

| | |
|---|---|
| DATE DEPOT : | 2019-02-11 |
| NUMERO DE DEPOT : | 2019R016354 |
| N° GESTION : | 2014B02791 |
| N° SIREN : | 432949709 |
| DENOMINATION : | EOCENE |
| ADRESSE : | 38 rue Poliveau 75005 Paris |
| DATE D'ACTE : | 2018/12/10 |
| TYPE D'ACTE : | PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE |
| NATURE D'ACTE : | APPORT FUSION |
| | TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL |
| | MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S) |

1432791

Cadre réservé à l'Administration Fiscale

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 14/12 2018 Dossier 2018 00054948, référence 7584P61 2018 A 20723
Enregistrement : 375 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros
Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Philippe MIGOT
Contrôleur
des finances publiques

Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte déposé le :
11 FEV. 2019
Sous le N° : AC35

PF 10/12/18 AP 13/12/18
LB
DH
FA 12/10/18
DG 10/12/18

**EOCENE**

**Société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros**
**Siège social : 18 rue Maître Albert 75005 PARIS**
**432 949 709 RCS PARIS**

# PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 10 DECEMBRE 2018

*L'an deux mil dix-huit,*
*Le lundi dix décembre,*
*A dix heures,*

Les associés de la société EOCENE, société à responsabilité limitée au capital de 7 650 euros, divisé en 500 parts de 15,30 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 18 rue Maître Albert 75005 PARIS, sur convocation faite par le Gérant, selon lettre recommandée adressée le 16 novembre 2018 à chaque associé.

Est présent :

Monsieur Hugues LEPOUTERE,
titulaire de .....250 parts sociales
en pleine propriété

Est représentée :

Monsieur Nathan LEPOUTERE,
titulaire de ..... 250 parts sociales
en pleine propriété
représenté par Monsieur Hugues LEPOUTERE

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales émises par la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Hugues LEPOUTERE.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Ratification du mode de convocation des associés
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE par la société EOCENE,
- Constatation de la réalisation de la fusion et de la dissolution simultanée sans liquidation de la société CAPITAL PERFORMANCE,
- Modification de l'article des statuts relatif aux apports,
- Autorisation donnée à la gérance de signer la déclaration de conformité prévue par l'article L 236-6 du Code de Commerce
- Transfert du siège social,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre adressée à chaque associé,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du traité de fusion avec ses annexes,
- le certificat de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce de PARIS,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 21 octobre 2018 pour la société CAPITAL PERFORMANCE,
- l'avis du projet de fusion publié au Bodacc en date du 21 octobre 2018 pour la société EOCENE,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Par ailleurs, il déclare que les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des associés, au siège social, trente jours au moins avant la date de la présente assemblée, dans les conditions prévues par l'article précité.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président donne lecture du projet de fusion.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

**PREMIERE RÉSOLUTION : RATIFICATION DU MODE DE CONVOCATION UTILISE PAR LA GERANCE**

L'Assemblée Générale constate que tous les associés sont présents ou ont donné pouvoir pour être représenté.

En conséquence, elle ratifie, sans réserve, le mode de convocation utilisé par la Gérance et chaque associé présent ou représenté déclare renoncer à exercer un quelconque recours du fait du mode de convocation utilisé.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité*

**DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DU PROJET DE FUSION PREVOYANT L'ABSORPTION DE LA SOCIETE CAPITAL PERFORMANCE PAR LA SOCIETE EOCENE**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- du projet de fusion, signé le 12 octobre 2018 avec la société CAPITAL PERFORMANCE, Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 820 159 580,

- des comptes annuels des sociétés EOCENE et CAPITAL PERFORMANCE arrêtés au 31 décembre 2017,

Approuve :

- le projet de traité dans toutes ses dispositions et la fusion qu'il prévoit, aux termes duquel la société absorbée CAPITAL PERFORMANCE fait apport à titre de fusion-absorption à la société EOCENE de la totalité de son patrimoine, actif et passif,

- l'évaluation, à partir des valeurs nettes comptables figurant dans les comptes annuels de la société CAPITAL PERFORMANCE arrêtés au 31 décembre 2017, des éléments d'actif apportés, d'un montant de 260 468 euros et des éléments de passif pris en charge, d'un montant de 316 017 euros, soit un actif net négatif apporté égal à 55 549 euros,

Et décide qu'en raison de la détention par la société EOCENE de la totalité des parts de la société CAPITAL PERFORMANCE depuis la date du dépôt au greffe du Tribunal de commerce du projet de fusion jusqu'à ce jour, cet apport ne sera pas rémunéré par une augmentation de capital, et que la société absorbée sera immédiatement dissoute sans liquidation du seul fait de la réalisation définitive de la fusion.

La différence entre l'actif net négatif transféré par la société CAPITAL PERFORMANCE qui est fixé à 55 549 euros et la valeur nette comptable des 1 000 actions de ladite société détenues par la société EOCENE, telle qu'inscrite à l'actif du bilan de la société EOCENE, qui s'élève à 10 000 euros, représente un mali de fusion d'un montant de 45 549 euros.

La fusion prendra effet rétroactivement au 1er janvier 2018, d'un point de vue comptable et fiscal.

Toutes les opérations actives et passives, effectuées par CAPITAL PERFORMANCE depuis le 1er janvier 2018 jusqu'au jour de réalisation définitive de la fusion seront prises en charge par EOCENE.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**TROISIEME RÉSOLUTION : CONSTATATION DE LA REALISATION DE LA FUSION ET DE LA DISSOLUTION SIMULTANEE SANS LIQUIDATION DE LA SOCIETE CAPITAL PERFORMANCE**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, constate que la fusion par absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE par la société EOCENE est définitivement réalisée et que la société CAPITAL PERFORMANCE est corrélativement dissoute sans liquidation à compter de ce jour.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**QUATRIEME RÉSOLUTION : MODIFICATION DE L'ARTICLE DES STATUTS RELATIF AUX APPORTS**

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, de modifier l'article 6 des statuts relatif aux apports qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté à cet article le paragraphe suivant :

"Lors de la fusion par voie d'absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE, société par actions simplifiées au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT – 75005 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 820 159 580, il a été fait apport du patrimoine de cette Société, l'actif net négatif s'élevant à 55 549 euros ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la société CAPITAL PERFORMANCE dans les conditions prévues par les articles L. 236-23 et L. 236-11 du Code de commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital."

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**CINQUIEME RESOLUTION : AUTORISATION DONNEE A LA GERANCE DE SIGNER LA DECLARATION DE CONFORMITE PREVUE PAR L'ARTICLE L 236-6 DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, après avoir rappelé que la Société absorbée, CAPITAL PERFORMANCE est une Société par Actions Simplifiée, autorise le gérant, Monsieur Hugues LEPOUTERE, à signer la déclaration de conformité prévue par l'article L 236-6 du Code de Commerce.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**SIXIEME RÉSOLUTION : TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL – MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social du 18 rue Maître ALBERT – 75005 PARIS au 38, rue Poliveau – 75005 PARIS, et ce à compter de ce jour et de modifier corrélativement l'article 5 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

"Le siège de la société est fixé au 38 rue Poliveau 75005 PARIS."

Le reste de l'article demeure inchangé.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

**SEPTIEME RÉSOLUTION : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

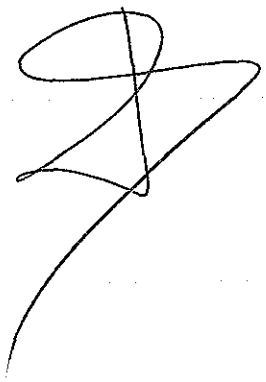
*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

*
**

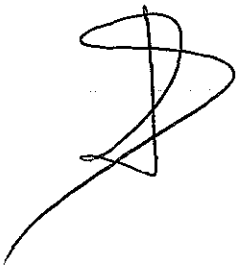
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président de séance et les associés ou leurs mandataires.

M. Hugues LEPOUTERE



M. Nathan LEPOUTERE



1902468505

| | |
|---|---|
| DATE DEPOT : | 2019-02-11 |
| NUMERO DE DEPOT : | 2019R016354 |
| N° GESTION : | 2014B02791 |
| N° SIREN : | 432949709 |
| DENOMINATION : | EOCENE |
| ADRESSE : | 38 rue Poliveau 75005 Paris |
| DATE D'ACTE : | 2018/12/10 |
| TYPE D'ACTE : | STATUTS A JOUR |
| NATURE D'ACTE : | |

14B2791

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
11 FEV. 2019
Sous le N° : 16355

# EOCENE

**Société à Responsabilité Limitée**
**Au capital de 7 650 euros**

**Siège social : 38 rue Poliveau - 75005 PARIS**

# STATUTS

**Dernière mise à jour** : AGE 10 DECEMBRE 2018
(Apports – Siège social)

Certifiés conformes à l'original
Le Gérant

ARTICLE 1 : FORME

La société dont s'agit est créée sous la forme d'une société à responsabilité limitée, régie par toutes les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la société consiste en des activités de conseil, de formation, d'assistance aux entreprises ou organismes divers en matière de planification, de contrôle, d'organisation, de gestion, des relations publiques ou sociales et de communication (interne ou externe), négociation, arbitrage, médiation.

Ces activités sont complétées par du conseil en systèmes informatiques et la réalisation de logiciels à façon en rapport avec les domaines précités.

La participation de la société à toutes opérations susceptibles de se rattacher audit objet par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, acquisition, location ou location-gérance de fonds de commerce, alliance, association en participation ou groupement d'intérêt économique ;
Ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement audit objet, ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 : DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix neuf années, ce à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 4 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est EOCENE

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer un entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "SARL" du montant du capital social, du siège social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 38 rue Poliveau - 75005 Paris,

Les associés réunis en assemblée extraordinaire pourront cependant le transférer en tout endroit et à tout moment. Le transfert décidé par la gérance sera, quant à lui, limité au département.

ARTICLE 6 : APPORTS

6.1 Apports en numéraire

M. Hugues LEPOUTERE apporte à la société la somme de 3 825 € (EURO),

M. Jean-Pierre LEAC apporte à la société la somme de 3 825 € (EURO).

Le montant total des apports en numéraire s'élève à 7 650 € (EURO), lesquels ont été déposés sur un compte ouvert au nom de la société en formation au CREDIT DU NORD, 17 place de la République 59650 Villeneuve d'Ascq.

6.2 Apports en nature

NEANT

6.3 Total des apports

Les apports en numéraire s'élevant à la somme de 7 650 € (EURO) et ceux en nature à 0 EURO, le montant total des apports consentis est de 7 650 € (EURO).

Par acte sous seing privé du 22 août 2011, Monsieur Jean Pierre LEAC a cédé les 250 parts sociales qu'il détenait dans la société, à Monsieur Nathan LEPOUTERE

Lors de la fusion par voie d'absorption de la société CAPITAL PERFORMANCE, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 18 rue Maître ALBERT 75005 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 820 159 580, il a été fait apport du patrimoine de cette Société, l'actif net négatif s'élevant à 55 549 euros ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la Société CAPITAL PERFORMANCE dans les conditions prévues par les articles L 236-23 et L 236-11 du Code de Commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme totale de 7 650 € (EURO), lequel est divisé en 500 parts d'une valeur nominale de 15.30 € (EURO) chacune, intégralement et entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et reparties entre les associés de la manière suivante :

Monsieur Hugues LEPOUTERE à concurrence de 250 parts numérotées de 1 à 250

Monsieur Nathan LEPOUTERE à concurrence de 250 parts numérotées de 251 à 500

## ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

### 8.1 Augmentation de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider d'augmenter le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

### 8.2 Réduction de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider de réduire le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 9 : CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

### 9.1 Cession

Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :

- dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil
- ou être déposée au siège social contre remise par te gérant d'une attestation de dépôt.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes est libre.

En revanche, la cession entre associés et conjoints, ascendants ou descendants et autres tiers ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifié le projet de cession à ta société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.
La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

### 9.2 Transmission

En cas de décès de l'un des associés, la société se poursuit librement entre les associés restants et les ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, le conjoint survivant de l'associé décédé. Ces derniers doivent toutefois justifier de leur qualité auprès de la gérance, qui se réserve le droit d'exige la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

En cas d'indivision du fait de cette transmission, l'un des copropriétaires représente tous les indivisaires.

La transmission des parts pour cause de dissolution de la communauté entre un associé et son conjoint, autre que par décès, est également libre.

ARTICLE 10 : DROITS DES ASSOCIES

10.1 Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal sur les bénéfices réalisés par la société, sur la propriété de l'actif social et sur le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

10.2 Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsque aucun commissaire aux apports n'a été désigné ou lorsque les associés n'ont pas retenu la valeur proposée par le commissaire aux apports.

10.3 La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 11 : GERANCE

11.1 Nomination et pouvoirs du gérant Hugues Lepoutère, demeurant à Roubaix. 2bis rue de Sévigné, acceptant lesdites fonctions, est nommé en qualité de premier gérant, ce pour une durée de 5 années.

A cet effet, il pourra faire tous tes actes de gestion qu'il jugera utiles au bon fonctionnement de la société.

A l'égard des tiers, il disposera des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

11.2 Responsabilité du gérant

Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des statuts, ainsi que des fautes commises dans sa gestion.

11.3 Cessation des fonctions du gérant

Le gérant pourra être révoqué pour juste motif par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ses fonctions cesseront également par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité ou révocation.

11.4 Rémunération du gérant

La rémunération du gérant sera fixée lors de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

## ARTICLE 12 : DECISIONS DES ASSOCIES

12.1 Modalités

- Les décisions collectives sont prises, au choix de ta gérance, soit en assemblée générale soit par consultation écrite des associés, soit par acte sous seing privé ou notarié signe par tous les associés.

S'agissant, toutefois, de l'approbation des comptes annuels, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée.

- Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives aux modifications statutaires, à l'agrément pour une cession ou une mutation de parts sociales, aux droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions ordinaires sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

- Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour objet une modification des statuts, l'agrément pour une cession ou mutation de parts sociales ou les droits de souscription ou d'attribution.
-
Elles doivent être adoptées :

. à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile, ou en société par actions simplifiée.

. à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts. . par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

12.2 Assemblées générales

- Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant, ou en cas de carence de ce dernier, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou par un mandataire désigné en justice à la

demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

- L'assemblée des associes se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

- Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée dans un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et te cas échéant, par le président de séance.

12.3 Consultation écrite

La gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent alors d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance, ce par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

12.4 Participation aux décisions collectives

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint, hormis l'hypothèse d'une société entre deux époux. Un associé peut également se faire représenter par un autre associé, hormis l'hypothèse d'une société constituée entre deux seuls associés, (ajouter, éventuellement : ainsi que par un tiers)

Lorsqu'une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

12.5 Procès-verbaux

Les décisions des associés sont consignées dans des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 13 : EXERCICE ET COMPTES SOCIAUX

Chacun des exercices sociaux débutera le 1er janvier pour être clos le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et se terminera le 31 décembre 2001. Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes (s'il existe) seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 14 : AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice ou la perte de l'exercice écoulé est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exercice, ce après déduction des amortissements et provisions.

Sur le bénéfice ainsi obtenu, diminué éventuellement des pertes antérieures, est prélevée une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider de distribuer des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels las prélèvements ont été effectués. Il est précisé, toutefois, que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée générale fixe les modalités de mise en paiement des dividendes. Ce paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut, cependant, avoir lieu lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'assemblée générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 : CONTROLE- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1964 relative aux sociétés commerciales, la nomination de commissaires aux comptes n'est requise que dans certains cas. Le cas échéant, ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 : PROROGATION

Les associés, réunis extraordinairement pourront décider de la prorogation de la société, ce au plus tard un an avant la date d'expiration de la société.

ARTICLE 17 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1 La société sera dissoute à l'arrivée de son terme, saut prorogation, ou en cas de survenance d'une cause de dissolution prévue par la loi. Elle peut également intervenir du fait d'une décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

17.2 Dès sa dissolution, la société est mise en liquidation. A cette fin, un ou plusieurs liquidateurs doivent être nommés lors de l'assemblée générale prononçant la dissolution. Ils disposent à cet effet des pouvoir les plus étendus pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés. En fin de liquidation, il leur appartient de convoquer l'assemblée générale à l'effet de statuer sur les comptes définitifs, de donner quitus et décharge de leur mandat aux liquidateurs et de constater la clôture de la liquidation.

Par ailleurs, les fonctions du gérant et des commissaires aux comptes cessent à compter de décision prononçant la dissolution.

A compter de ladite décision, dans tous les actes et documents divers émanant de la société, la Dénomination sociale doit être suivie de la mention "en liquidation".

ARTICLE 18 : CONTESTATIONS

Toute contestation relative aux affaires sociales pouvant surgir pendant la durée de la société sera tranchée par le tribunal compétent.

ARTICLE 19 : ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Est annexé aux présents statuts, l'état des actes accomplis à ce jour précisant pour chacun d'entre eux les engagements qui en résulteront pour la société.

Lesdits actes, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, seront repris automatiquement par la société dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 20 : FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.